

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 1919.

---

## Projet de loi

modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les Cours et Tribunaux (1).

---

### SECOND RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PONCELET.

---

**MESSIEURS,**

Pour se conformer à la décision de la Chambre, la Section centrale a fait un nouvel examen de la question qui se pose et cherché une formule transactionnelle qui pût donner dans la mesure du possible, satisfaction au Gouvernement et aux auteurs des diverses propositions qui se sont fait jour.

Il fallait aboutir et par conséquent consentir à des concessions réciproques.

Cependant on peut se demander si, en présence de l'amnistie, qui vient d'un coup désencombrer les rôles correctionnels, le projet conserve encore son caractère d'urgence.

Le Gouvernement affirme que la situation reste critique et insiste pour qu'il soit pris des mesures.

La Section centrale a cherché à lui donner satisfaction, mais, en même temps, s'est attachée à ne toucher que le moins possible, aux règles actuelles de l'organisation judiciaire.

Elle a demandé d'abord qu'on ne prenne des mesures spéciales que dans les tribunaux où vraiment l'encombrement est sérieux et compromet la marche régulière des affaires.

Partout ailleurs rien ne sera changé.

Elle a ensuite restreint, dans de strictes limites, la juridiction des nouvelles

---

(1) Projet de loi, n° 169.

Premier rapport, n° 210.

Amendements, nos 221, 255, 250, 253, 263, 277 et 301.

(2) La Section Centrale, présidée par M. Meeliynck, était composée de MM. Verachtert, Poncelet, Servais, Claes, Buysse, Tibbaut.

chambres de juge unique et a voulu assurer la désignation des juges chargés de cette mission délicate, par le pouvoir judiciaire lui-même agissant dans la plénitude de son indépendance.

Elle a maintenu pour le surplus les mesures que comportaient sur premières propositions.

Parmi ces mesures, signalons spécialement la faculté donnée aux parties de se mettre d'accord pour soumettre un litige, quel qu'il soit, au jugement d'un seul juge.

La Section centrale estime que si les présidents des tribunaux tiennent la main à ce que les audiences soient bien remplies et à ce qu'on n'y perde plus de temps en devoirs divers, qui régulièrement ne doivent pas se traiter en audience publique, la situation redeviendra très vite normale et ne comportera plus la nécessité de recourir à des mesures exceptionnelles toujours rejetales.

*Le Rapporteur,*

JULES PONCELET.

*Le Président,*

A. MECHELYNCK.

---

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1919 jusqu'au 30 septembre 1921.

I. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal.

II. Le Premier Président de la Cour d'appel du ressort, après avoir pris l'avis du Procureur général, du Président du tribunal et, le cas échéant, du Bâtonnier de l'ordre des avocats, désigne pour chaque tribunal, des juges titulaires et suppléants appelés à siéger seuls, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par chambre ne comportant qu'un juge.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres du tribunal.

III. Dans les Tribunaux de première instance, les Chambres civiles composées d'un juge connaissent : 1<sup>o</sup> des divorces et séparations de corps; 2<sup>o</sup> des pensions alimentaires; 3<sup>o</sup> des demandes de procédures gratuites; 4<sup>o</sup> des actions en validité de saisies; 5<sup>o</sup> des décisions rendues par des juges étrangers dans les cas prévus par l'article 10 de la loi du 25 mars 1876; 6<sup>o</sup> des affaires sur avis de tuteurs, licita-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen zijn van 1 November 1919 tot 30 September 1921 toepasselijk :

I. De rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koop-handel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters en, desnoods, één of meer kamers bestaande uit slechts één rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald.

II. De Eerste Voorzitter van het Hof van Beroep van het rechtsgebied, nadat hij het advies heeft ingewonnen van den Procureur Generaal, van den Voorzitter der rechtbank en, bij voorkomend geval, van den Stafhouder der advocatenorde, wijst, voor elke rechtbank, titelvoerende en plaatsvervangende rechters aan, die alleen zullen zetelen, naar rato van één titularis en één plaatsvervanger per kamer, slechts uit één rechter bestaande.

De aangewezen magistraten blijven zitting houden in de overige kamers der rechtbank.

III. In de Rechtbanken van eersten aanleg nemen de uit één rechter bestaande burgerlijke Kamers kennis : 1<sup>o</sup> van de echtscheidingen en van de scheidingen van tafel en bed; 2<sup>o</sup> van de jaargelden voor onderhoud; 3<sup>o</sup> van de aanvragen tot kosteloze rechtspleging; 4<sup>o</sup> van de rechtsvorderingen tot geldigverklaring van beslag; 5<sup>o</sup> van de beslissingen, door de vreemde rechters gegeven in de gevallen voorzien

Texte proposé par la Section centrale.

tions et cas prévus par les articles 882 et suivants du Code de Procédure civile.

Elles connaissent en outre de toutes les affaires que le Président leur distribue selon les nécessités du rôle. Cette distribution est de droit lorsqu'elle est demandée par les parties.

Les assignations sont données devant le tribunal, sans spécification de chambre; il appartient au Président de distribuer les causes entre les différentes chambres selon les règles ci-dessus.

IV. Les assignations devant le tribunal de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal.

V. S'il s'élève soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce, des difficultés sur la distribution des affaires, les avoués, les parties ou leurs conseils, sont tenus de se retirer devant le Président à l'heure fixée par lui. Le Président statue sans forme de procès et sans frais. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

Lorsque de plusieurs affaires connexes certaines seulement sont du nombre de celles dont les chambres d'un juge ont à connaître, le Président agissant au besoin par rétractation d'une ordonnance de distribution antérieure, renvoie toutes ces

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

bij artikel 10 der wet van 25 Maart 1876; 6° van de zaken op advies van voogden, van de veilingen en van de gevallen voorzien bij de artikelen 882 en volgende van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Zij nemen bovendien kennis van al de zaken welke de Voorzitter haar volgens de behoeften van de rol opdraagt. Deze opdracht moet worden gedaan wanneer zij door partijen wordt aangevraagd.

Dagvaarding voor de rechtbank geschiedt zonder nadere aanwijzing van kamer: de Voorzitter is gerechtigd om, naar de voorgaande voorschriften, de zaken onder de verschillende kamers te verdeelen.

IV. Dagvaarding voor de rechtbank van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement.

V. Ontstaan er, hetzij voor de rechtbank van eersten aanleg, hetzij voor de rechtbank van koophandel, moeilijkheden omtrent de verdeling der zaken, dan zijn de pleitbezorgers, de partijen of hunne raadslieden gehouden zich bij den Voorzitter te vervoegen op den door dezen bepaalden tijd. De Voorzitter doet uitspraak zonder rechtsvorm en zonder kosten. Zijne beslissing is niet vatbaar voor hooger beroep.

Behooren slechts eenige van verscheidene samenhangende zaken tot die waarvan de kamers met één rechter hebben kennis te nemen, dan verwijst de Voorzitter, handelend desnoods bij wijze van intrekking van een vroeger bevelschrift

Texte proposé par la Section centrale.

affaires devant une chambre de trois juges.

VI. Dans les tribunaux de première instance, le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent, en matière civile, au nombre fixe de trois juges, sans l'assistance du ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VII. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge appelé à statuer seul en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge appelé à statuer seul.

VIII. En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent : 1<sup>o</sup> des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal; 2<sup>o</sup> des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive; 3<sup>o</sup> des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

*Toutefois les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mars 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférés à un tribunal de trois juges.*

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

van indeeling, al die zaken naar eene kamer met drie rechters.

VI. In de rechtbanken van eersten aanleg, doet de rechter, die gelast is alléén te zetelen, slechts uitspraak nadat hij het advies van het Openbaar Ministerie heeft gehoord. In burgerlijke zaken zetelen de gewone kamers ten vasten getale van drie rechters, buiten de tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken is.

VII. In de burgerlijke zaken en de handelszaken, onderworpen aan den rechter die gelast is, alléén recht te spreken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaan de bevoegdheden van den rechter-commissaris van rechtswege op den rechter over, die gelast is alléén recht te spreken.

VIII. In boetstraffelijke zaken be-rechten de kamers, die slechts uit één rechter bestaan : 1<sup>o</sup> de zaken waarbij een proces-verbaal de heete daad vaststelde; 2<sup>o</sup> de zaken waarbij de beschuldigde zich in staat van voorloopige hechtenis bevindt; 3<sup>o</sup> de zaken waarbij de beschuldigde tot eene vroegere boetstraffelijke, niet voorwaardelijke straf werd veroordeeld.

*Echter worden de misdrijven, voorzien door titel VII van het Strafwetboek, gewijzigd door de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, steeds aangebracht voor eene rechtbank met drie rechters.*

Texte proposé par la Section centrale

IX. Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le déclinatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

X. Le nombre des chambres des Cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

Les Cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

XI. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président. Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

XII. Il y a, dans les cours d'appel, une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, une chambre de trois juges et s'il y a lieu une chambre d'un juge.

Ces chambres des vacations sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité, et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

XIII. Dans les Cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titu-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

IX. Indien de beschuldigde beweert dat de zaak niet volgens bovenstaande regelen werd aangebracht, moet het afwijzingsmiddel vóór elke verhandeling aangevoerd worden. Het beroep betreffende het tusschengeschil is slechts ontvanke-lijk te gelijk met het beroep betref-fende den grond der zaak.

X. Het aantal kamers in de Hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

De Hoven van Beroep vonnissen ten vasten getale van drie raads-heeren, met inbegrip van den Voor-zitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt ver-eischt, behoudens de uitzonderin-gen, bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

XI. De plechtige terechtzittingen, ter kennisneming van na cassatie verwezen zaken, bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eer-sten Voorzitter aan te wijzen en voor te zitten. Zij kunnen slechts ten vasten getale van zeven raads-heeren, met inbegrip van den Voor-zitter, rechtspreken.

XII. In de hoven van beroep be-staan een of meer vacantiëkamers; in de rechtbanken van eersten aan-leg, eene kamer met drie rechters en, desnoods, eene kamer met één rechter.

Deze vacantiëkamers zijn belast met de afdoening der burgerlijke zaken, die spoed eischen, en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

XIII. — In de Hoven van Beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der Kamers bij ont-

Texte proposé par la Section centrale.

laire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

XIV. Pendant le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut nommer, auprès de chaque tribunal de commerce, un référendaire-adjoint de complément. Il peut nommer plusieurs référendaires-adjoints de complément auprès des tribunaux de commerce qui comptent plusieurs référendaires-adjoints, sans que leur nombre puisse dépasser la moitié du nombre légal actuel. Les référendaires-adjoints de complément sont choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommées référendaires-adjoints.

Les référendaires-adjoints de complément prendront rang dans l'ordre de leur nomination, sans prestation nouvelle de serment dans le cadre des référendaires-adjoints près le tribunal auquel ils sont affectés, et ce au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

Les référendaires-adjoints de complément sont assimilés aux référendaires-adjoints au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et de la pension.

XV. Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendu. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil. Le juge de

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

stentenis van den titelvoerenden Voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

XIV. Gedurende een tijdsbestek van een jaar te rekenen van het in werking treden dezer wet, kan de Koning, bij elke rechtbank van koophandel, een bijgevoegd adjunct-referendaris benoemen. Bij de rechtbanken van koophandel met verscheidene adjunct-referendarissen kan hij verscheidene bijgevoegde adjunct-referendarissen benoemen, zonder dat hun aantal de helft van het tegenwoordige wettelijk aantal moge overschrijden. De bijgevoegde adjunct-referendarissen worden gekozen onder de personen die aan al de wettelijke vereischten voldoen om tot adjunct-referendaris benoemd te worden.

De bijgevoegde adjunct-referendarissen nemen in de orde hunner benoeming, zonder nieuwe eedaflegging, rang in het kader der adjunct-referendarissen bij de rechtbank voor welke zij worden aangewezen, en wel naarmate plaatsen openvallen.

De bijgevoegde adjunct-referendarissen worden met de adjunct-referendarissen gelijkgesteld wat betreft bevoegdheden, tucht, wedden en pensioen.

XV. De bevoegdheden van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafzaken worden opgedragen aan éene kamer met één rechter. Er wordt uitspraak gedaan op het verslag van den onderzoeksrechter, nadat de Procureur des Konings en de beschuldigde zijn ge-

Texte proposé par la Section centrale.

la chambre appelée à statuer, fait indiquer, quarante-huit heures au moins d'avance sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Le greffier en donnera avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil, s'il en a été désigné un dans la procédure.

Lorsque l'instruction est terminée, ce dossier est déposé au greffe au moins quarante-huit heures avant la délibération de la Chambre chargée de statuer; le prévenu et son conseil ont le droit d'en prendre connaissance.

XVI. Les articles 4 et 5 de la loi du 30 juillet 1889, relative à l'assistance judiciaire sont modifiés comme suit :

*Art. 4.* — Les mots « deux commissaires » sont remplacés par les mots « un commissaire ». Les mots « sur leur rapport » sont remplacés par les mots « sur son rapport ».

*Art. 5.* — Les mots « les commissaires » sont remplacés par les mots « le commissaire ».

XVII. Par dérogation à l'article 203 de la loi sur l'organisation judiciaire, à défaut de suppléants en nombre suffisant, le président ou le magistrat qui le remplace peut, pour compléter le tribunal, appeler à siéger un ou deux avocats ou avoués réunissant les conditions prescrites par le paragraphe 3 de cet article.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

hoord. De beschuldigde mag zich door een raadsman doen-bijstaan. De rechter der kamer, belast met de uitspraak, doet, ten minste acht en veertig uren vooraf, plaats, dag en uur voor de verschijning, vermelden in een bijzonder ter greffie gehouden register. De griffier geeft daarvan kennis, bij aangeteekenden brief, aan den beschuldigde en aan zijn raadsman, indien in den loop van het geding er een werd aangewezen.

Wanneer het onderzoek is afgelopen, worden de stukken ter griffie neergelgd ten minste acht en veertig uren vóór de beraadslaging van de kamer met de uitspraak belast; de beschuldigde en zijn raadsman zijn gerechtigd om daarvan inzage te nemen.

XVI. De artikelen 4 en 5 der wet van 30 Juli 1889 op den rechtsbijstand worden gewijzigd als volgt :

*Art. 4.* — De woorden : « twee commissarissen » worden vervangen door de woorden : « ééne commissaris ». De woorden : « op hun verslag » worden vervangen door de woorden : « op zijn verslag ».

*Art. 5.* — De woorden « de commissarissen » worden vervangen door de woorden « de commissaris ».

XVII. Met afwijking van artikel 203 der wet op de rechterlijke inrichting kan, om de rechtbank aan te vullen, de voorzitter of de magistraat die hem vervangt, bij gebrek aan een voldoende getal plaatsvervangens, een ofwel twee advocaten of pleitbezorgers, die voldoen aan de eischen gesteld bij lid 3



Texte proposé par la Section centrale.

XVIII. Par dérogation à l'article 40 de la loi du 23 mars 1876 sur la procédure et la compétence, les actions dirigées contre l'Etat seront toujours portées devant le juge du lieu où doit s'exécuter l'obligation qui fait l'objet de ces actions.

**Disposition transitoire.**

XIX. Au moment de la mise en application de la présente loi, les présidents des tribunaux de première instance et de commerce prendront les mesures nécessaires en vue de la distribution des affaires, dans lesquelles les débats n'auront pas commencés, entre les diverses chambres conformément aux prescriptions qui précèdent.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

van voornoemd artikel, oproepen om te zetelen.

XVIII. Met afwijking van artikel 40 der wet van 23 Maart 1876 op de rechtspleging en de bevoegdheid, worden de rechtsvorderingen, ingesteld tegen den Staat, steeds aangebracht voor den rechter der plaats waar de verbintenis, die het voorwerp van die rechtsvorderingen uitmaakt, moet uitgevoerd worden.

**Overgangsbepaling.**

XIX. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt, zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel de noodige maatregelen treffen tot verdeeling der zaken, voor dewelke met de verhandelingen nog niet werd begonnen, onder de verschillende kamers, overeenkomstig bovenstaande voorschriften.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1919.

## Wetsontwerp

tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de Hoven en Rechtbanken (1).

---

### TWEEDE VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

---

MIJNE HEEREN,

Om zich te gedragen naar de beslissing van de Kamer, is de Middenafdeeling overgegaan tot een nieuw onderzoek van het vraagstuk en trachtte zij eene minnelijke schikking te vinden, waardoor zooveel mogelijk voldoening zou geschonken worden aan de Regeering en aan de indieners van de verscheidene voorstellen, die ter tafel werden gebracht.

Men moest tot een besluit komen, en daarom moesten wederzijds toegevingen gedaan worden.

Men kan nochtans de vraag stellen of, ten gevolge van de amnestie die opeens de boetstraffelijke rollen ruimschoots heeft verlicht, het ontwerp nog altijd spoedeisend is.

De Regeering bevestigt dat de toestand steeds bezwaarlijk is; zij dringt aan opdat maatregelen zouden getroffen worden.

De Middenafdeeling trachtte haar voldoening te schenken, doch legde er zich tevens op toe, zoo weinig mogelijk aan de bestaande regeling der rechterlijke inrichting te raken.

In de eerste plaats vroeg zij dat men slechts bijzondere maatregelen zou treffen in de rechtbanken, waar de achterstand werkelijk bestaat en den geregelden gang der zaken belemmert.

In al de overige rechtbanken zal er niets veranderd worden.

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 169.

Eerste verslag, n<sup>o</sup> 210.

Amendementen, n<sup>o</sup>s 224, 233, 250, 253, 263, 277 en 301.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Verachtert, Poncelet, Servais, Claes, Buysse, Tibbaut.

Zij heeft vervolgens de bevoegdheid van de nieuwe kamers met alleen-sprekenden rechter binnen stipte grenzen beperkt en de aanwijzing der rechters, belast met deze kiesche zaak, willen opdragen aan de rechterlijke macht zelf, volkomen zelfstandig optredend.

Voor het overige handhaafde zij de maatregelen, welke de eerste voorstellen wilden invoeren.

Onder deze maatregelen wijzen wij bijzonder op dien, krachtens welken partijen het recht hebben, welk geschil ook in onderling overleg te onderwerpen aan het vonnis van een enkelen rechter.

De Middenafdeeling is van meening dat, zoo de voorzitters der rechtbanken er voor zorgen dat de zittingen wel gevuld zijn en dat men er geen tijd meer verliest aan allerlei zaken die niet volstrekt moeten behandeld worden in openbare zitting, de toestand weldra weer normaal zal worden en het niet meer noodig zal zijn, uitzonderlijke en in elk geval betreuenswaardige maatregelen te treffen.

*De Verslaggever,*  
JULES PONCELET.

*De Voorzitter,*  
A. MECHELYNCK.

